



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/13832
6 mars 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 6 MARS 1980, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE PRESIDENT PAR INTERIM DU COMITE POUR L'EXERCICE DES DROITS INALIENABLES DU PEUPLE PALESTINIEN

Les membres du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien m'ont autorisé, en ma qualité de Président par intérim du Comité à attirer votre attention sur l'esprit et la lettre de la résolution 34/65 que l'Assemblée générale a adoptée lors de sa dernière session.

Au paragraphe 7 de la résolution 34/65 A, adoptée le 29 novembre 1979, l'Assemblée prie instamment de nouveau le Conseil de sécurité d'examiner les recommandations qu'elle a faites siennes dans ses résolutions 31/20, 32/40, 33/28 et 34/65 et de prendre aussitôt que possible une décision à leur sujet. Ces recommandations qui ont reçu l'approbation de notre organisation comme devant servir de base à toute solution au problème de la Palestine, s'inspirent des principes fondamentaux suivants :

a) La question de Palestine étant au coeur du problème du Moyen-Orient, le Comité est profondément convaincu qu'on ne peut envisager au Moyen-Orient aucune solution qui ne tienne pas pleinement compte des aspirations légitimes du peuple palestinien;

b) Le Comité réaffirme les droits légitimes et inaliénables du peuple palestinien de rentrer dans ses foyers et en possession de ses biens, et d'accéder à l'autodétermination, à la souveraineté et à l'indépendance nationales, convaincu que la pleine réalisation de ces droits contribuera décisivement à un règlement global et définitif de la crise du Moyen-Orient;

c) Il est indispensable que l'Organisation de libération de la Palestine, représentant du peuple palestinien participe à égalité avec les autres parties, sur la base des résolutions 3236 (XXIX) et 3375 (XXX) de l'Assemblée générale, à tous les efforts, délibérations et conférences sur le Moyen-Orient qui sont entrepris sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies;

d) Le Comité rappelle le principe fondamental de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et souligne l'obligation qui en découle d'évacuer totalement et rapidement tout territoire ainsi occupé.

Je suis convaincu que vous n'épargnerez aucun effort en votre qualité de Président du Conseil de sécurité pour faire prévaloir le respect de ces principes fondamentaux dans tout ce qui sera fait pour instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient.

Je voudrais également attirer votre attention sur le paragraphe 8 de la résolution 34/65 A qui autorise et invite le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, au cas où le Conseil de sécurité n'examinerait pas ses recommandations ou ne prendrait pas de décision à leur sujet d'ici au 31 mars 1980, à étudier la situation et à faire les suggestions qu'il jugera appropriées.

D'autre part, l'Assemblée générale, au paragraphe 2 de la résolution 34/65 C, adoptée le 12 décembre 1979, prie le Comité de garder à l'étude la situation relative à la question de Palestine, ainsi que de faire rapport et de présenter des suggestions à ce sujet à l'Assemblée générale ou au Conseil de sécurité, selon qu'il conviendra.

Le Comité est profondément convaincu qu'une action appropriée et concrète du Conseil de sécurité, sur la base de ses recommandations, conduirait sans aucun doute à la réalisation de progrès tangibles vers une solution de la question de Palestine. Aussi ses membres sont-ils d'avis que l'impasse à laquelle on a abouti actuellement dans la région, impasse caractérisée par l'absence de toute initiative pouvant conduire à la paix, et la prolongation de l'occupation illégale des territoires arabes ne sont guère de nature à épargner de nouvelles confrontations. Qui plus est, cette impasse, à son avis ne peut qu'entraîner une aggravation de la menace qui pèse sur la paix et la sécurité internationales.

Le Comité est certain, devant l'intransigeance croissante d'Israël qui persiste à établir et à renforcer ses colonies dans les territoires arabes illégalement occupés, qu'il ne faudrait pas que le Conseil de sécurité attende davantage pour agir spécifiquement et concrètement. Au cours de l'année dernière, Israël a ouvertement défié les résolutions 446 (1979) et 452 (1979) du Conseil et, quelques jours auparavant, a ouvertement manifesté qu'il n'avait aucune intention de tenir compte de la résolution 465 (1980) que celui-ci venait d'adopter à l'unanimité.

Il est également tout à fait pertinent de rappeler que le Conseil de sécurité a examiné les recommandations de notre Comité pendant les mois de juin et août 1979. Plusieurs délégations ont participé au débat et une résolution a été présentée (S/13514), mais celle-ci n'a pas été mise aux voix. Le Conseil est donc encore saisi de cette question.

Compte tenu des considérations qui précèdent, le Comité, en accord avec l'esprit et la lettre des résolutions de l'Assemblée générale sur la Palestine, juge important que le Conseil de sécurité prenne des mesures pratiques en vue de l'application de ses recommandations, recommandations qui visent à rendre au peuple palestinien ses droits inaliénables dont le déni est la source même du problème au Moyen-Orient.

Veillez, Monsieur le Président, trouver ci-joint ces recommandations, qui sont contenues dans le rapport que le Comité a soumis pour approbation à l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session^x, et que celle-ci a à nouveau faites siennes dans sa résolution 34/65. Il ne doute pas que le Conseil de sécurité voudra bien réexaminer lesdites recommandations tel qu'il en a été instamment prié par l'Assemblée à sa trente-quatrième session.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Président par intérim du Comité pour
l'exercice des droits inaliénables du
peuple palestinien

(Signé) Falilou KANE

^x Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément No 35 (A/34/35).

